



PRÉFET

DU CALVADOS

*Liberté
Egalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie
Unité bidépartementale
du Calvados et de la Manche

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société FE AUDRIEU qui exploite un parc éolien
sur le territoire de la commune d'Audrieu**

LE PRÉFET,

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 514-5, L. 515-46 et R. 515-101 à R. 515-103 ;
VU le Code de justice administrative, en particulier les articles R. 311-5 et R. 421-1 ;
VU le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier les articles L. 121-1 et L. 211-2 ;

VU le décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées ;
VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les permis de construire PC1402304H0033, PC1402604R0034, PC1402604H0036 et PC1402604H0037 accordés à la société INNOVENT par arrêtés préfectoraux du 16 mai 2006 ;
VU le transfert des permis de construire susvisés au nom de la société FE AUDRIEU par arrêtés préfectoraux du 5 août 2008 ;

VU la déclaration d'antériorité de la société FE AUDRIEU en date du 10 juillet 2012 pour l'exploitation du parc éolien (4 éoliennes, 1 poste de livraison) situé sur la commune d'Audrieu ;
VU l'acte de cautionnement solidaire n° 17349 contracté par la société FE AUDRIEU auprès de la société ATRADIUS CREDITO Y CAUCION S.A. DE SEGUROS Y REASEGUROS en date du 29 juillet 2020 (n° contrat : 375714) d'un montant de deux cent vingt-six mille six cent quatre-vingt-seize euros et cinquante-six centimes sur la période du 25 août 2020 au 24 août 2025 ;

VU le courrier du 10 avril 2025 de l'inspection des installations classées, notifié à la société FE AUDRIEU le 15 avril 2025, resté sans effet ;
VU le rapport et les propositions en date du 22 août 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 22 août 2025 transmettant à la société FE AUDRIEU le rapport susvisé et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;

VU le projet d'arrêt de mise en demeure, annexé au rapport de l'inspection des installations classées du 22 août 2025, porté à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire ;
VU l'absence de réponse de l'exploitant suite à l'envoi du courrier du 22 août 2025
suscité ;

CONSIDÉRANT que la société FE AUDRIEU exploite sur le territoire de la commune d'Audrieu un parc éolien soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées dont le fonctionnement est encadré par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 515-103 du Code de l'environnement, la société FE AUDRIEU est soumise, au regard des activités exercées, à l'obligation de constitution de garanties financières prévue par les articles L. 515-46 et R. 515-101 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 515-46 du Code de l'environnement, « dès le début de la production, puis au titre des exercices comptables suivants, l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires [au démantèlement et à la remise en état du site] » ;

CONSIDÉRANT que les modalités d'actualisation du montant des garanties financières sont définies à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié qui dispose que « l'exploitant [...] actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté » ;

CONSIDÉRANT que, par un acte de cautionnement solidaire en date du 29 juillet 2020, la société FE AUDRIEU a constitué pour le parc éolien d'Audrieu une garantie financière qui est arrivée à échéance le 24 août 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, la société FE AUDRIEU n'a toujours pas transmis au préfet le document attestant du renouvellement de la garantie financière, malgré le rappel adressé à l'exploitant par courrier du 10 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT dès lors que l'absence de garanties financières ne permet pas d'assurer les opérations de démantèlement du parc éolien et de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux obligations de garanties financières fixées aux articles L. 515-46 et R. 515-101 du Code de l'environnement, susceptible de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la dernière actualisation du montant de la garantie financière datant de juillet 2020, l'exploitant doit en actualiser le montant en application des dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société FE AUDRIEU, pour l'exploitation de son parc éolien situé sur la commune d'Audrieu, de renouveler les garanties financières ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Mise en demeure

La société FE AUDRIEU (SIRET n° 503 190 357 00023) dont le siège social est situé Parc de la Haute Borne – 5 rue Horus – 59491 Villeneuve d'Ascq, est mise en demeure de respecter, pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Audrieu, les dispositions des articles L. 515-46 et R. 515-101 du Code de l'environnement et de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé en actualisant le montant des garanties financières et en transmettant au préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, le document attestant la constitution de ces garanties financières, sous un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Sanctions en cas de non-respect de la présente mise en demeure

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en vertu de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement.

Conformément aux articles R. 311-5 et R. 421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Nantes (2 place de l'Édit de Nantes - BP 18529 - 44185 Nantes cedex 4) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

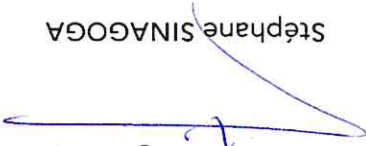
ARTICLE 4 : Publicité

Le présent arrêté est notifié par courrier recommandé avec avis de réception à la société FE AUDRIEU et est publié, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de deux mois. Une copie en est adressée au maire d'Audrieu.

ARTICLE 5 : Exécution

Le Secrétaire général et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 24 SEP. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

Stéphane SINAGOGA

8508 932 48